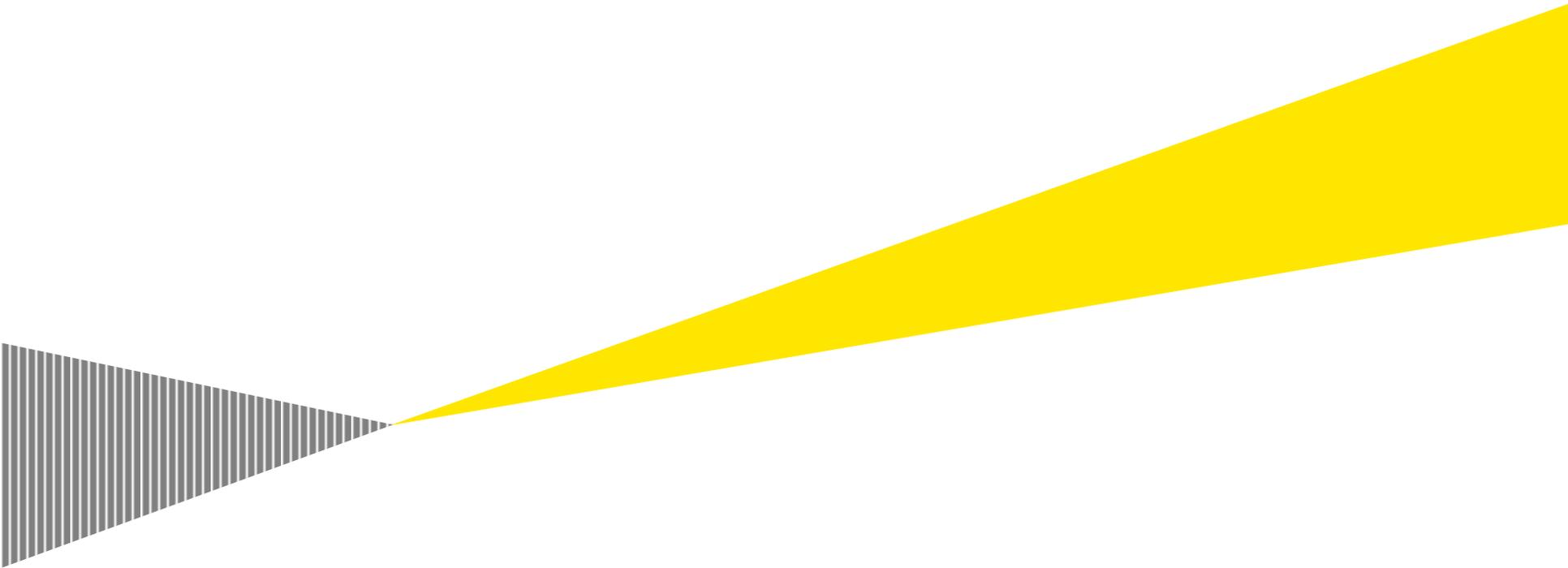
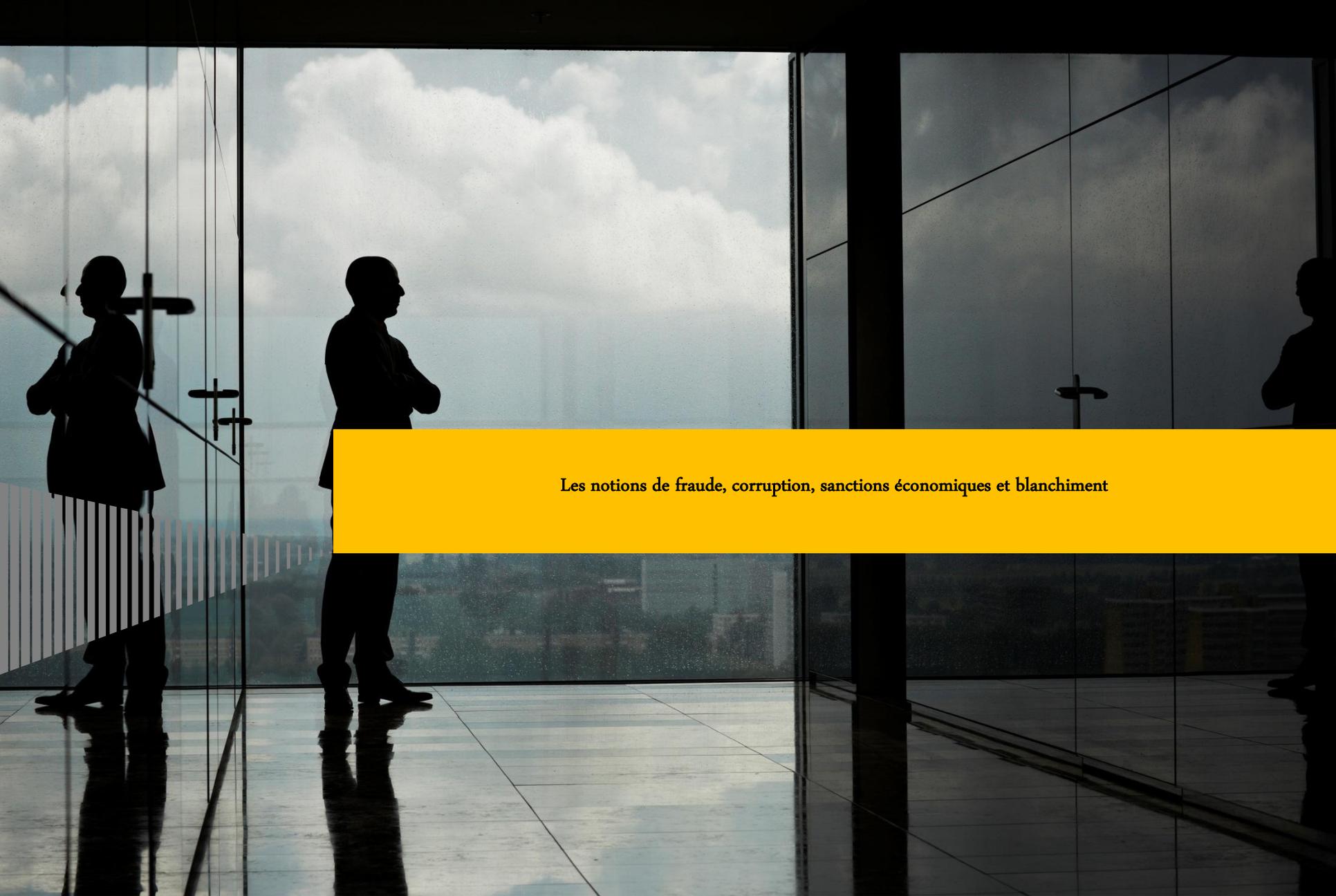


Les défis de la Compliance à l'international : fraude, corruption, sanctions économiques, blanchiment d'argent, ...





Les notions de fraude, corruption, sanctions économiques et blanchiment

La fraude

« Acte malhonnête fait dans l'intention de tromper en contrevenant à la loi ou aux règlements. »

Caractéristiques – 4 éléments clés:

1. **Représentation erronée:** production intentionnelle d'information erronée ou omission volontaire de faits significatifs.
2. **Caractère Illégal:** acte commis volontairement en violation d'une loi, d'une réglementation, d'une norme, d'une procédure.
3. **Élément Intentionnel.**
4. **Préjudice:** au détriment et/ou au bénéfice d'une autre personne ou d'une organisation.

La fraude

« Acte malhonnête fait dans l'intention de tromper en contrevenant à la loi ou aux règlements. »

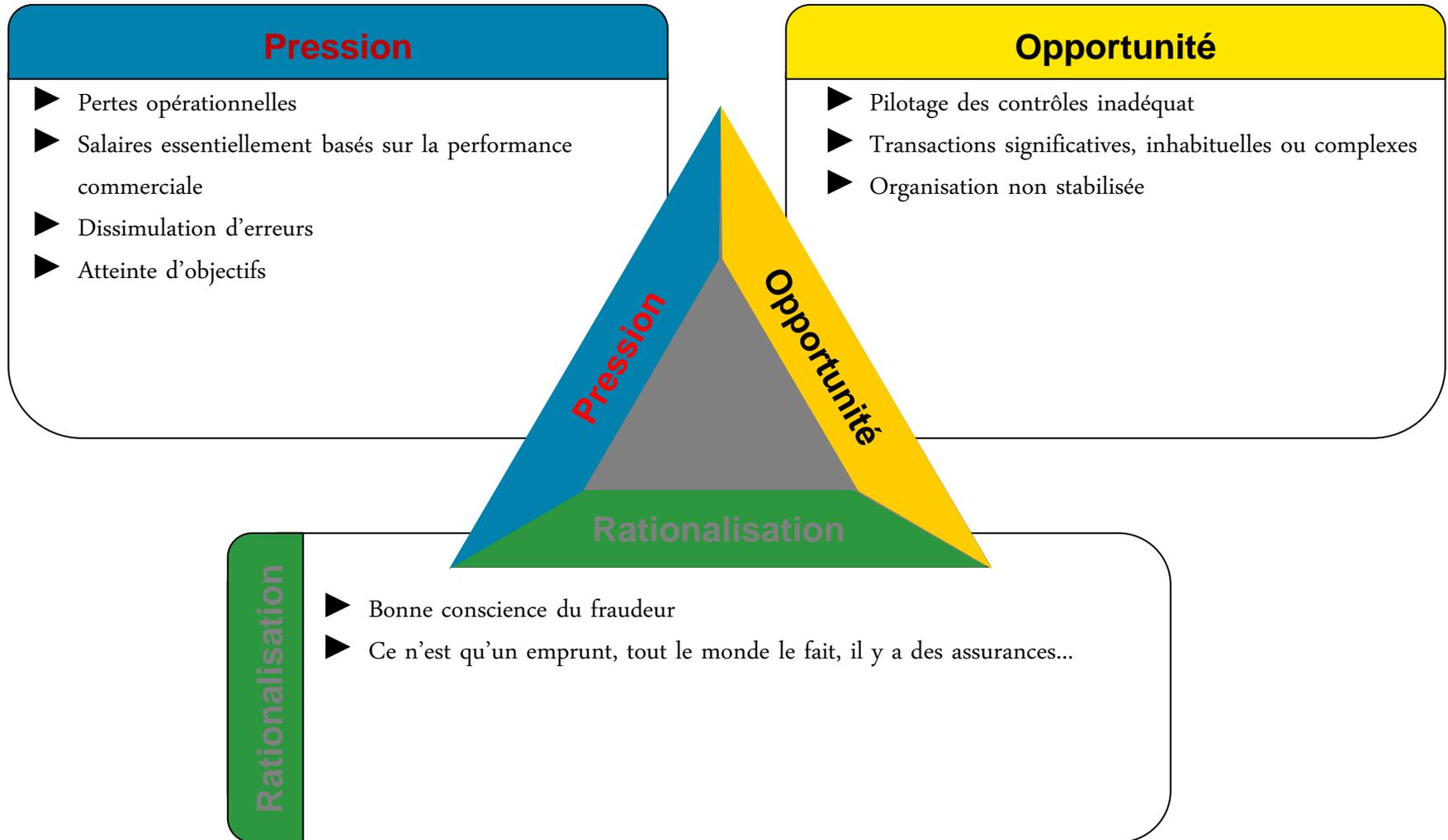
La fraude peut être:

- Interne
- Externe
- Par collusion → 1 sur 5.

Selon diverses études:

- 1 entreprise sur 3 en Europe a déjà subi une fraude.
- La fraude interne est plus présente dans les secteurs commerciaux et industriels.
- Il faut en moyenne 18 mois pour détecter une fraude.

La fraude ⇒ Le triangle de la fraude (Donald R. Cressey)



La corruption

« L'agissement par lequel une personne investie d'une fonction déterminée, publique ou privée, sollicite ou accepte un don, une offre ou une promesse en vue d'accomplir, retarder ou omettre d'accomplir un acte entrant, d'une façon directe ou indirecte, dans le cadre de ses fonctions. »

Distinction entre:

- Corruption publique → B2P
- Corruption privée → B2B

- Attention: en droit luxembourgeois, les deux formes de corruption sont sanctionnées.

- Attention: de nombreuses lois étrangères peuvent aussi concerner des sociétés luxembourgeoises, même en dehors de toute présence physique dans ces pays: FCPA, UKBA, nouvelle loi brésilienne sur la corruption, ...

Les sanctions économiques

« Les sanctions économiques sont des décisions prises pour des raisons de sécurité nationale ou des raisons politiques par des États à l'encontre d'autres États, de groupes, de sociétés ou d'individus et visant à limiter ou interdire des échanges de toute sorte, de façon unilatérale ou multilatérale.»

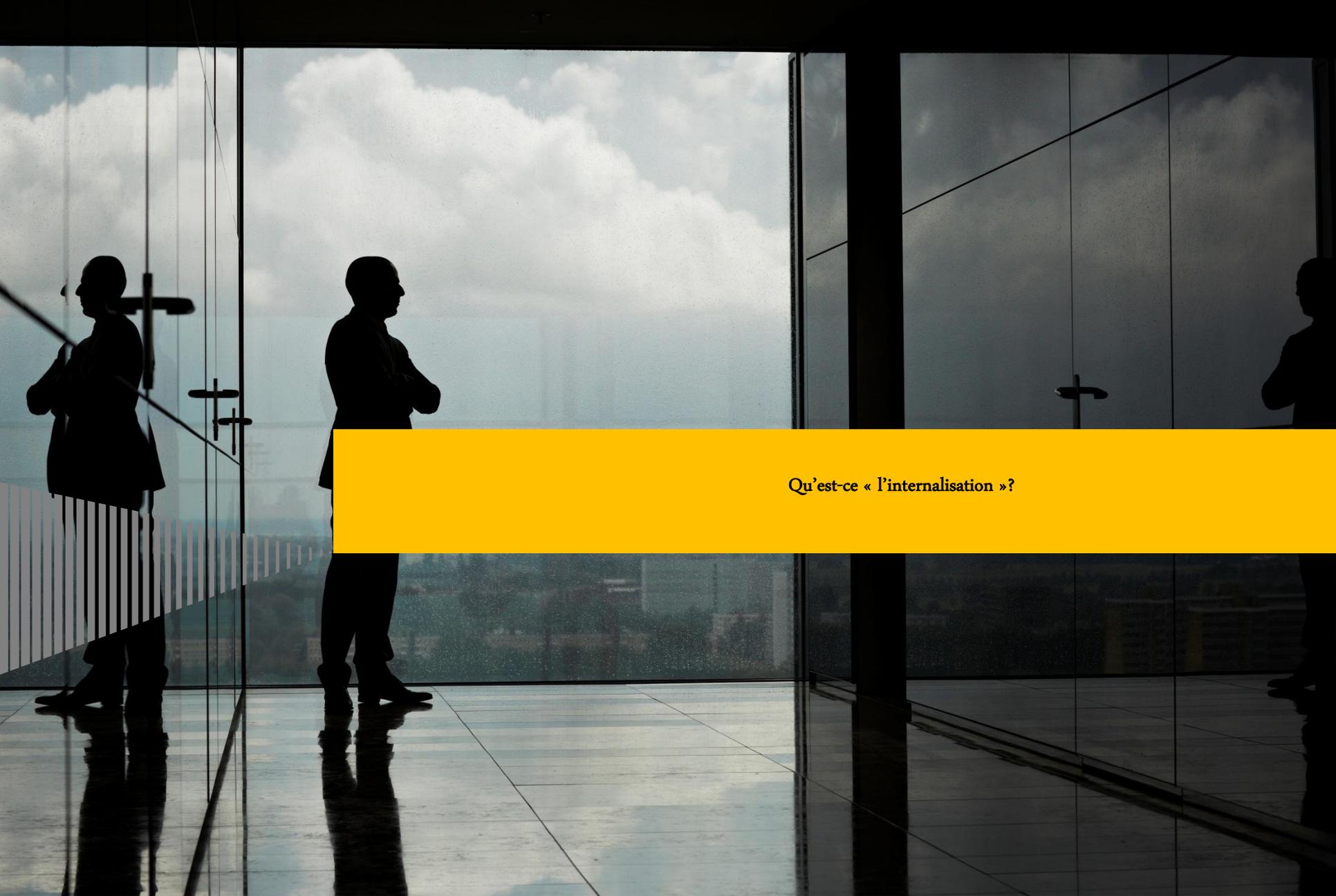
Bien distinguer les différents approches:

- pour des raisons de sécurité nationale = approche US par l'OFAC (Office of Foreign Assets Control).
- pour des raisons politiques = approche de l'Union Européenne.
- ➔ Attention: la compliance en matière de sanctions économiques est différentes de la compliance de lutte contre le blanchiment d'argent.
- ➔ Attention: sanctions économiques et règles de contrôles à l'exportation vont main-en-main.
- ➔ Une opération en USD suffit pour tomber sous OFAC !!!

Le blanchiment d'argent

« Le blanchiment de capitaux consiste à retraiter les bénéfices d'origine criminelle pour en masquer l'origine illégale.»

- Loi luxembourgeoise.
- De plus en plus de sociétés commerciales se sentent concernées car aussi vulnérable.
- 4^{ème} Directive Européenne en train d'être finalisée.
- Premières lignes de défense:
 - le KYC (Know Your Client)
 - Le KYI (Know Your Intermediary)
 - La formation des employées.



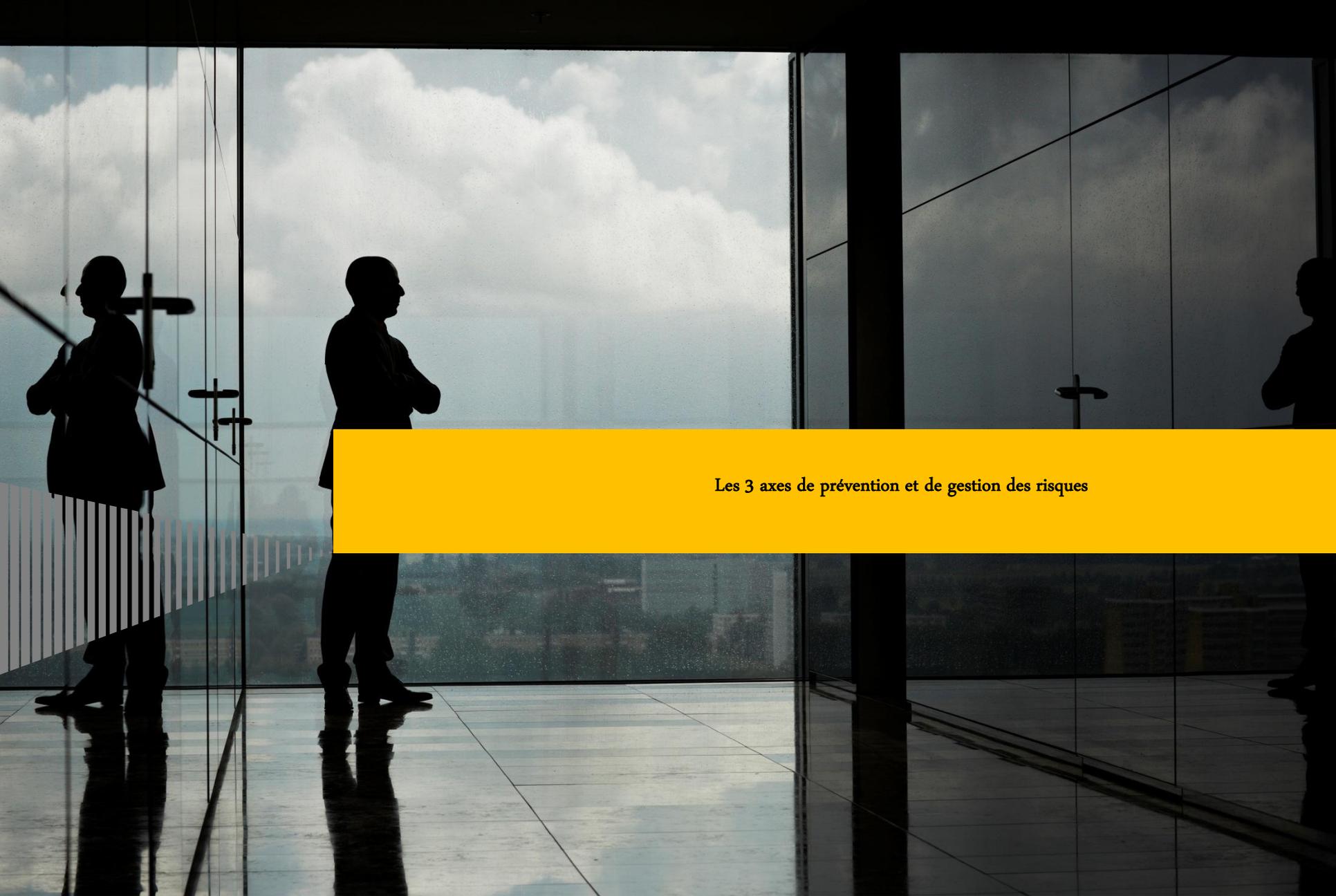
Qu'est-ce « l'internalisation »?

Qu'est-ce « l'internalisation »?

Une question fondamentale:



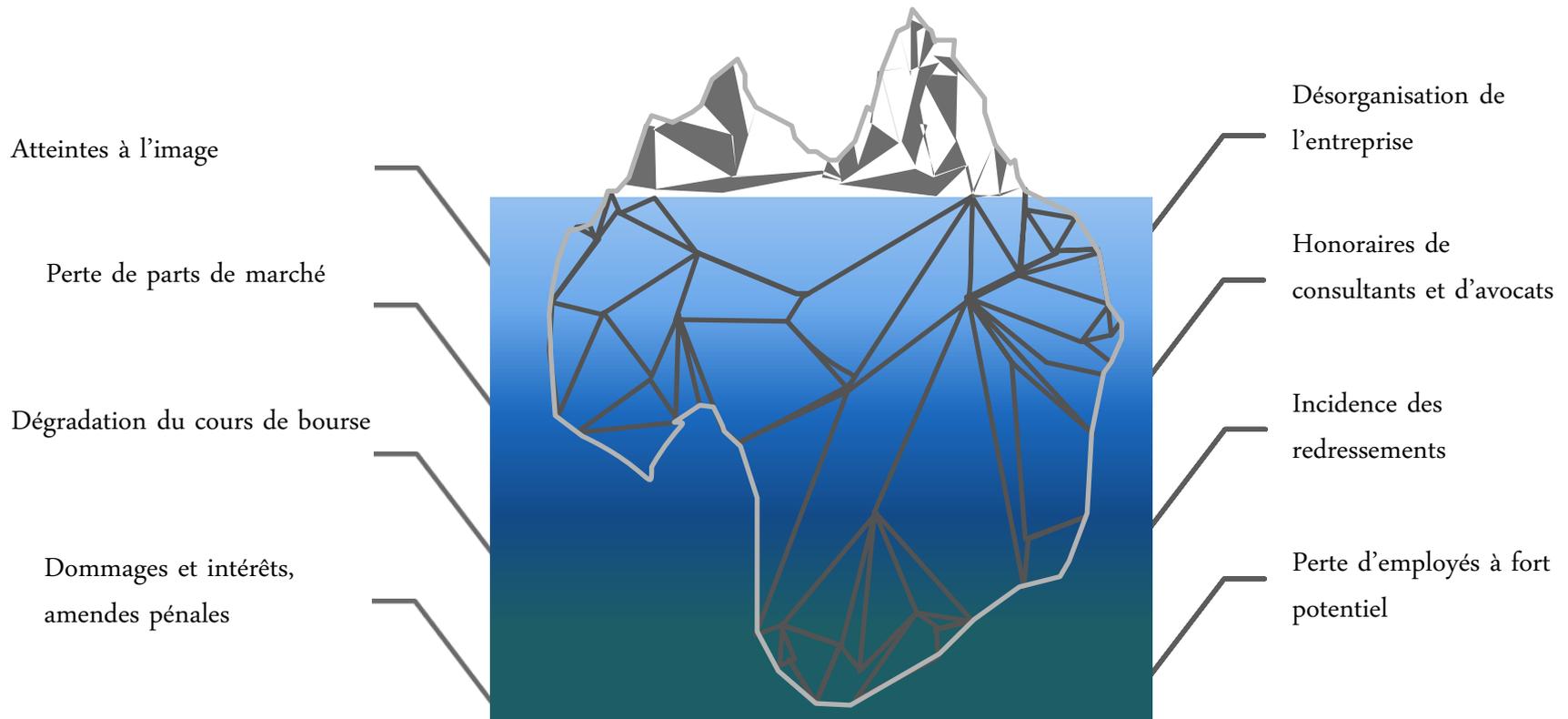
➔ La règle des « 4 heures »



Les 3 axes de prévention et de gestion des risques

Conséquences financières indirectes d'un problème non-éthique

Le coût réel va bien au-delà du préjudice financier pour atteindre la réputation de l'entreprise, le moral et la confiance au sein des équipes ainsi que le détournement des objectifs de gestion.



A : la réflexion et l'analyse

La notion de « risk appetit »:

L'entreprise doit se poser quelques questions fondamentales:

- Quel est l'objectif recherché dans cette démarche?
- En connaissance de cause, et en partant du principe que le risque «0» n'existe pas, jusqu'ou sommes-nous disposé à aller pour atteindre nos objectifs?
- Quel est notre point de non-retour?
- Quels sont les développements légaux ou de régulations qui dans un proche future vont pouvoir impacter notre décision en matière de prise de risques?
-

A : la réflexion et l'analyse

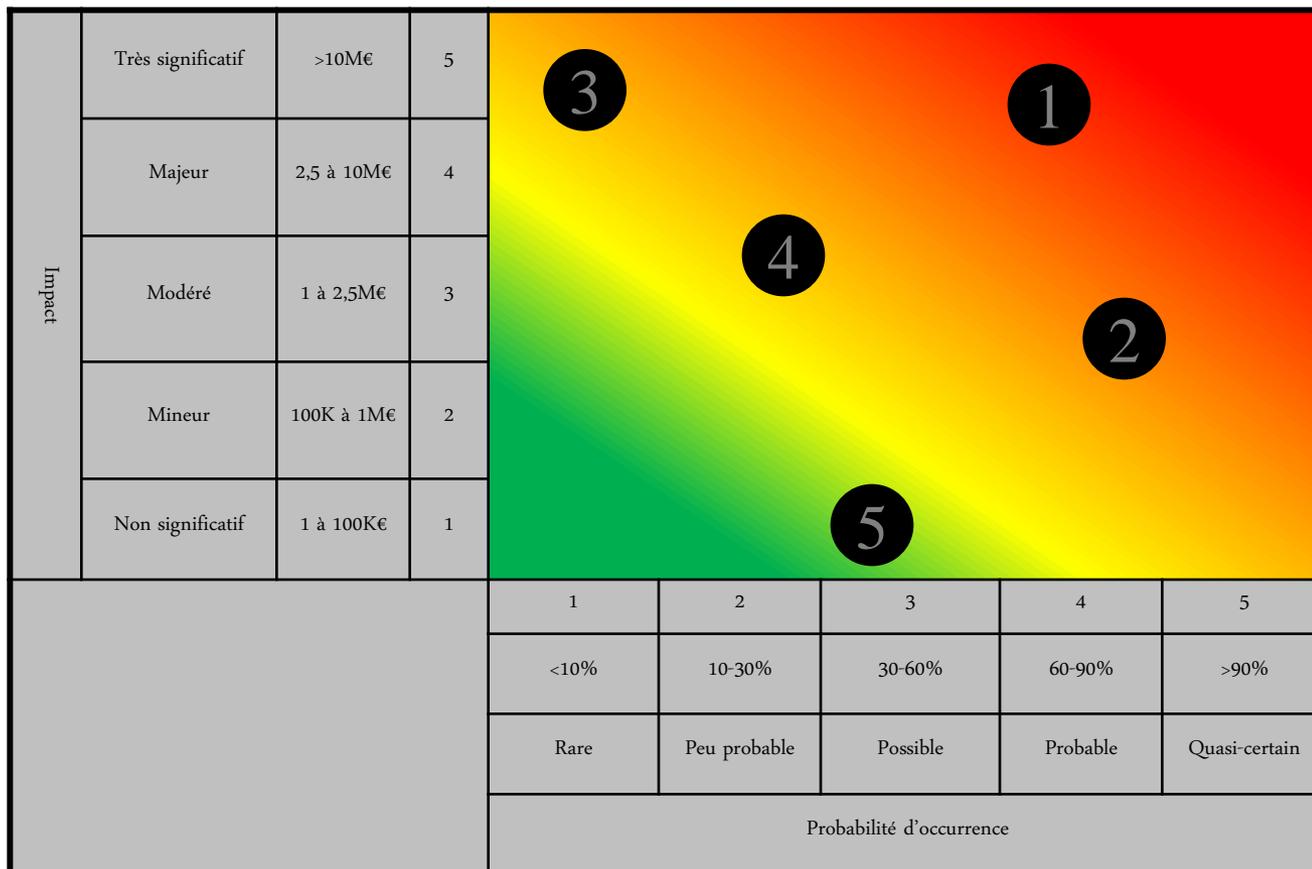
La création d'une cartographie de risques:

L'objectif est d'identifier les zones sensibles, telles que :

- Les schémas de fraude ou blanchiment, les plus répandus quelle que soit l'organisation.
- Les schémas spécifiques en fonction des métiers, et des fonctions...
- Les schémas de fraude ou blanchiment pouvant avoir des impacts majeurs dans certaines zones géographiques.
- La vulnérabilité aux tentatives de corruption dans certaines zones géographiques.
- La problématique des sanctions économiques par rapport à l'organisation interne, la clientèle, le produit,...
- La stratégie commerciale et son impact.

➔ Attention: cette cartographie doit être mise à jour de façon régulière !!

Exemple d'un modèle de cartographie des risques de fraude



#	Risque
1	Obtention illégale de marchés
2	Cadeaux offerts aux clients / paiements de facilitation
3	Ententes
4	Surévaluation du chiffre d'affaires
5	Appels d'offres biaisés

B : la mise en place de processus et de procédures

La mise en place de programmes de contrôle, de détection et correction doit adresser les risques mis en évidence dans la cartographie et doit permettre de notamment:

- ▶ Hiérarchiser les risques identifiés lors de la cartographie (occurrence, impact, criticité).
- ▶ Développer un plan d'actions pour identifier les défaillances et les bonnes pratiques.
- ▶ Améliorer les contrôles et assurer la surveillance de ces risques.
- ▶ Remonter à la direction le résultat des plans d'actions.
- ▶ Elaboration d'un code de conduite.
- ▶ Assurer que le principe de séparation des tâches est correctement respecté.
- ▶ Attribuer les responsabilités et clarifier l'organisation interne.

B : la mise en place de processus et de procédures

- ▶ Mesurer la connaissance et l'état de préparation d'un Groupe / d'une société en ce qui concerne la fraude.
- ▶ Mise en place de formations spécialisées et mise à jour.
- ▶ Mettre en place un système de whistleblowing efficace, qui respecte les réglementations concernant la vie privée ainsi que le principe d'innocence.
- ▶ Mettre en place une méthodologie d'investigation en cas de problématique alléguée ou avérée.
- ▶ Constituer un comité de crise.
- ▶ Instaurer un plan d'actions correctrices avec des axes IT, des procédures et un accompagnement au changement.
- ▶ S'assurer de l'uniformisation et la normalisation des procédures en matière de fraude, blanchiment, corruption,..
- ▶

C : la mise en place de contrôles

Avant le lancement de l'expansion: les aspects de due diligence:

Plusieurs types de due diligences à effectuer:

- Due diligence sur les tiers existants.
- Due diligence sur les futurs partenaires (pré-contractuel).
- Due diligence pré-acquisition.

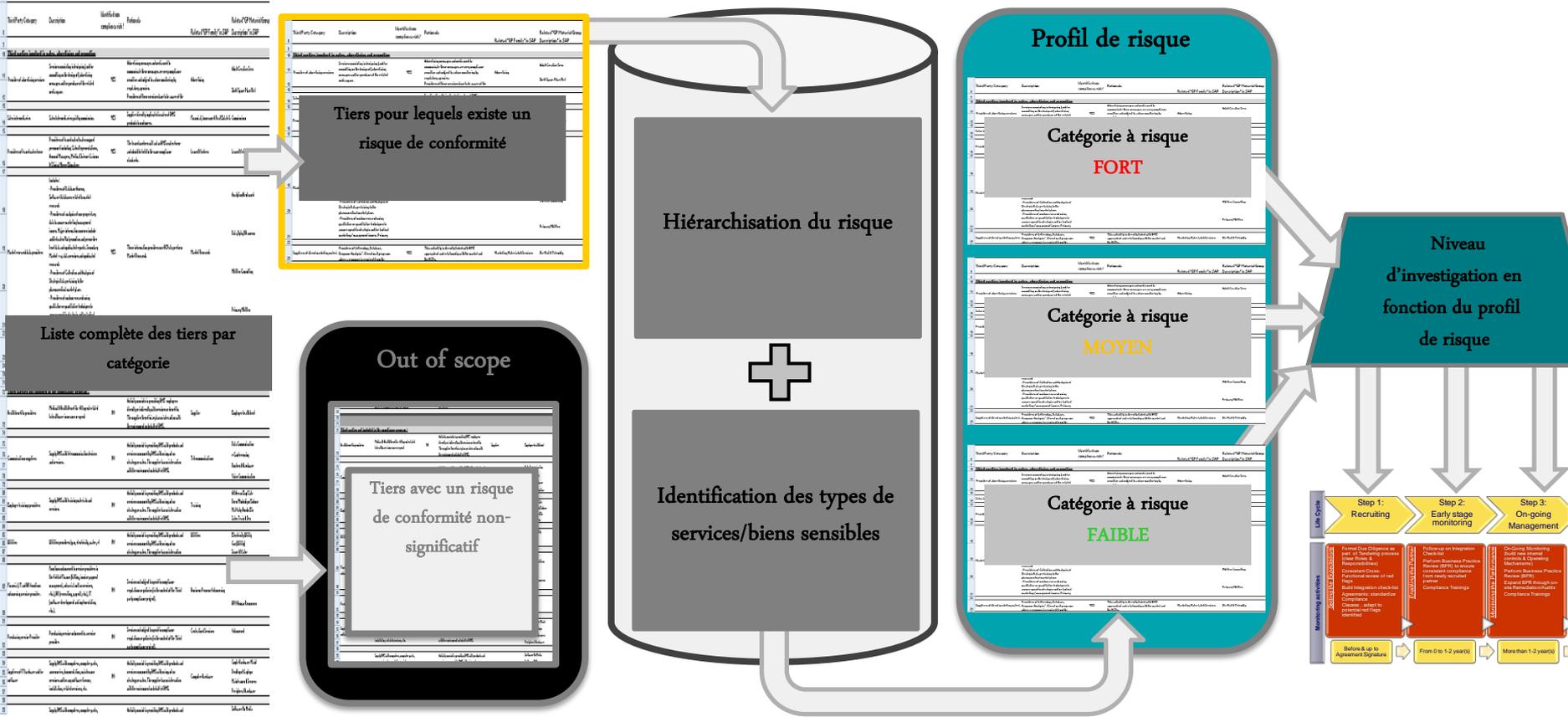
3 niveaux d'investigation:

- Niveau 1: revue globale de la base de données fournisseurs et collecte d'informations de base.
- Niveau 2: utilisation de base de données spécifiques.
- Niveau 3: visite sur site, entretiens.

4 caractéristiques pour un programme de due diligence efficace:

1. Homogénéité.
2. Volonté.
3. Indépendance.
4. Adéquation risques/ressources.

Exemple du schéma de due diligence sur tiers existants afin de déterminer le niveau d'investigation requis.

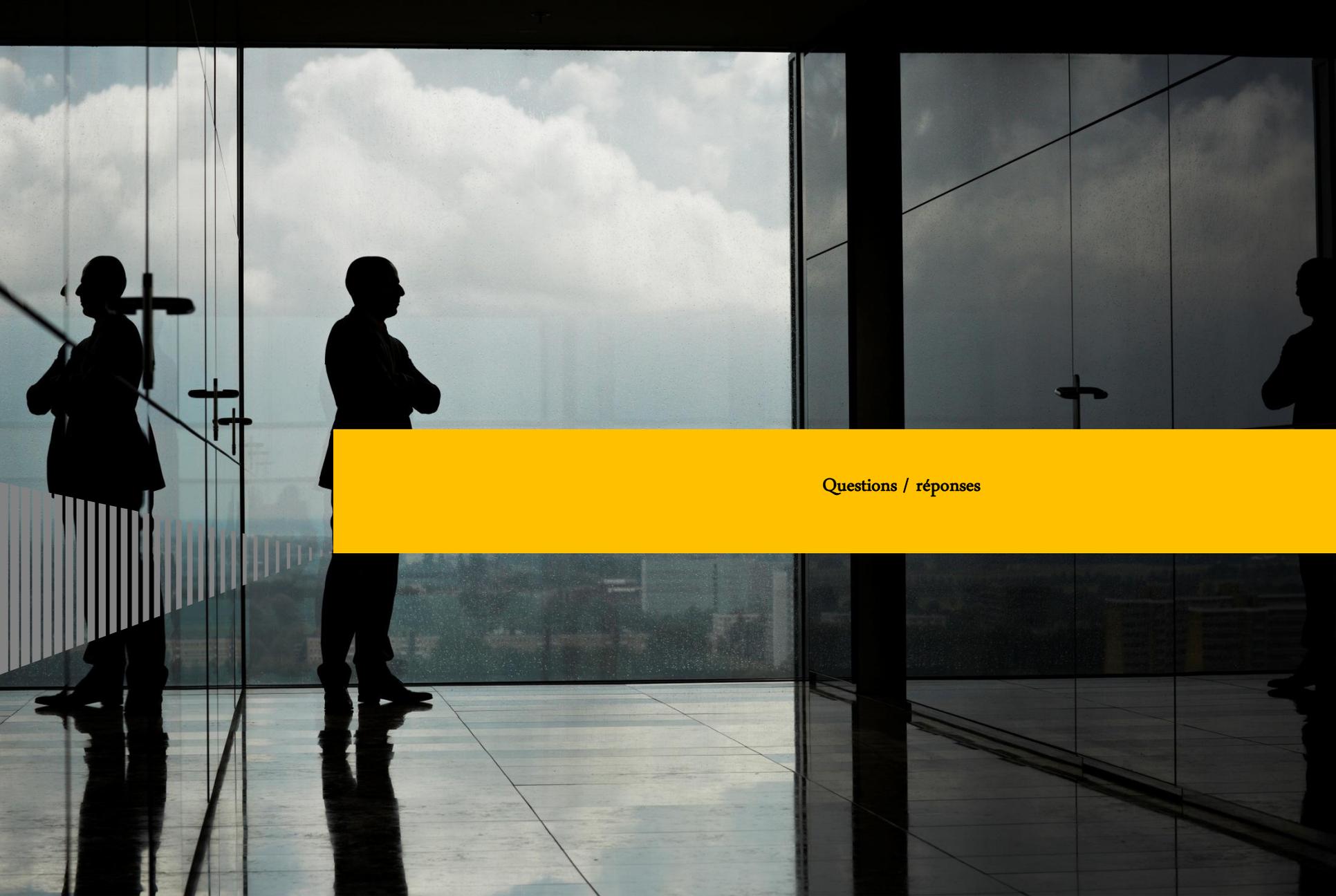


C : la mise en place de contrôles

Après la mise en route des activités commerciales à l'étranger:

Mise en place de la possibilité de contrôle dans les clauses contractuelles:

Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<ul style="list-style-type: none">• Clause qui oblige le contractant à se conformer à toutes les lois et règlements applicables, ainsi qu'aux standards professionnels• Clause de respect du programme de conformité de la société.• La clause inclut une référence au FCPA/UK Bribery Act / OFAC et indique que toute violation de cette obligation de conformité sera cause de résiliation du contrat.	Niveau 1 + <ul style="list-style-type: none">• Certificat d'auto-évaluation annuelle de sa conformité.• Paiement sur un compte bancaire au nom de l'agent, dans le pays où s'est effectuée la prestation• Demander au contractant de conserver ses documents et de les fournir à la société sur demande.	Niveau 2 + <ul style="list-style-type: none">• Clause d'audit



Questions / réponses